

La reprise est là...

Oui, mais pas pour tout le monde !

François Hollande n'avait pas complètement tort lorsque le 14 juillet dernier, il plastronnait devant des millions de téléspectateurs éberlués : « La reprise est là ». Alors que le quotidien de millions d'hommes et de femmes, c'est le chômage, la précarité, le pouvoir d'achat qui stagne ou baisse, tout le monde n'est certes pas logé à la même enseigne. En effet, en 2012, les 500 plus grandes fortunes de l'hexagone ont vu leur patrimoine progresser de 25 % : 330 milliards, une ponction pharaonique réalisée sur le dos de la richesse produite par les salariés de ce pays. Alors oui, François Hollande a raison, pour ces 500 familles c'est vrai, depuis un an, la reprise est là.

Une information qui fait mal à celles et ceux qui cette année encore ne partiront pas en vacances. Une information qui pourtant sera vite balayée par les « experts » des plateaux de télé qui n'ont à la bouche que le « coût du travail », toujours trop élevé selon eux, alors qu'il saute aux yeux que ce qui plombe l'activité économique et la reprise, c'est le coût du capital.

La méthode coué ne suffit pas !

Un an après le changement, l'aveuglement présidentiel est proprement ahurissant ! Les bourses repartent à la hausse ? « Pourquoi s'en plaindre », assène-t-il encore, 18 mois seulement après son discours du Bourget, quand chacun voit bien que ces fortunes boursières prospèrent sur les décombres de l'industrie et se gorgent de plans de licenciements. Et ce n'est pas le projet de « loi Florange », annoncé à grand renfort de publicité comme une machine anti-licenciements boursiers qui changera la donne : nullement contraignant pour les entreprises, le Medef ne tremble pas. Comme le dit le député PS Jean-Marc Germain : « Nous voulons redonner du sens au capitalisme ». Tout est dit.

Retraites : marche ou crève !

Mais si les forces de l'argent n'ont pas à s'inquiéter, il n'en va pas de même pour des millions de salariés : sur les retraites, le Président de la République maintient le cap d'un allongement de la durée de cotisation, balayant d'un revers de main les objections syndicales comme celles qui viennent de son propre parti.

L'urgence d'un changement de cap

Il y a urgence à changer de cap. Les coupes dans les budgets publics, les hausses des tarifs comme ceux de l'électricité, le blocage des salaires des fonctionnaires, la casse du code du travail avec l'ANI : cette folle fuite en avant libérale conduit le pays dans le mur.



Les communistes, au cœur du Front de gauche appellent tous les hommes et les femmes qui se reconnaissent dans un véritable projet de gauche à se rassembler pour exiger ce changement de cap indispensable.

Retrouvons-nous, les 13, 14 et 15 septembre prochain, à la fête de l'Humanité pour en débattre.

